

# Civilisation et modernité : le mouvement indigène en Amérique Latine

24-08-2009

La crise mondiale contemporaine se manifeste non seulement dans sa dimension économique et principalement financière, mais représente aussi une profonde crise de civilisation du capitalisme mondial comme mode d'organisation de la société et de production de la connaissance, en même temps qu'elle interroge fortement le système de pouvoir sur la planète. Nous assistons à la décadence d'un système hégémonique unipolaire qui a de plus en plus besoin de l'intervention militaire brutale pour valider sa condition de domination, transformant la civilisation occidentale en une usine à barbarie, en une fabrique de politiques irrespectueuses des principes fondamentaux de coexistence de l'humanité.

La vision eurocentrique à la base de ce système de domination se trouve la perspective eurocentrique comme fondement idéologique et comme forme de production et de contrôle de la subjectivité des sociétés. La production et la reproduction de la vie matérielle des peuples et l'élaboration de ses imaginaires sont dominées par l'idée que la civilisation occidentale est le seul modèle de civilisation de la planète, et que toutes les autres civilisations -qu'importe leur niveau et de complexité, leur degré de développement ou leurs apports à l'humanité- sont à considérer à peine comme des cultures retardées par rapport au modèle imposé. L'arrogance de cette vision eurocentrique non seulement a justifié de violentes formes de colonisation et de colonialisme, mais elle est aussi transformée en une barrière cognitive qui a empêché l'Occident de connaître et de comprendre la complexité du monde et les plus anciennes et importantes civilisations de la planète. Ont été dédaignées de la sorte des connaissances millénaires, des formes d'organisation de la vie et de la société non-occidentale, des manières plus humaines de relation avec la nature et la vie, des sensibilités esthétiques hautement élaborées, de la production artistique et culturelle de grande importance, des apports philosophiques et y compris une dense pensée sociale produite hors des pays centraux d'Occident. L'eurocentrisme a imposé une façon de faire de la science et un chemin unique de production de connaissance qui a réduit à la condition scientifique, parascientifique ou folklorique toute cette connaissance produite en-dehors de ces canons. Dans cette perspective, le temps n'existe pas, parce que la connaissance est universelle et valable pour tout temps historique et pour toute réalité sociale de la planète. Cette incapacité de comprendre que la théorie, la science et la connaissance sont des produits historiques a représenté une des limitations principales de la science positiviste. Cette science, toujours plus préoccupée par sa cohérence interne que par la réalité sociale, est enfermée sur elle-même pour produire ses propres prémisses et octroyer à ses aspirations la condition de conclusions scientifiques. Elle a perdu, de cette manière, la capacité de comprendre la complexité du monde contemporain et de toute tentative de prévision de cadres futurs. L'humanité est sur la voie d'une rupture profonde avec ces paradigmes de science et avec cette vision du monde et de l'humanité. Modernité contre retard ? L'idée de modernité, comme mode d'existence sociale et modèle de développement, apparaît en Amérique Latine dans le centre même du système colonial et comme partie intégrante de cette structure de domination et de pouvoir. Il agit d'un moment dans l'histoire, comme le soutient le sociologue péruvien Aníbal Quijano à l'analyse de l'apparition de la notion de modernité, où les différents temps et histoires se forment dans des associations complexes, contradictoires et discontinues entre des structures fragmentaires et mutantes de relations de sens et de significations, parties d'un même et unique monde nouveau en pleine constitution. [1] L'idée de modernité apparaît alors à la base de la structure du pouvoir colonial, et se transforme en un mécanisme justificateur qui impose la civilisation occidentale comme l'unique voie d'atteindre le soi-disant « progrès ». Tout ce qui était en-dehors de cette vision et de cette forme d'organisation sociale était considéré comme pré-moderne ou retardé. Cette notion de modernité, insérée organiquement dans la structure du pouvoir colonial, a eu une capacité énorme de destruction et de désarticulation des sociétés originaires d'Amérique Latine. Au nom de la modernité ont été détruites des structures entières de connaissance et de sagesse millénaire, ainsi que des modes avancés de production agricole et des formes d'organisation sociale communautaires. On a mis en pratique une action systématique de destruction de la mémoire collective des peuples et civilisations américaines, de leur imaginaire historique et de leur perception propre du passé et du futur. Cette capacité destructive énorme a aussi signifié l'extermination même des populations originaires qui, à l'arrivée des colonisateurs européens, s'estimaient à plus de cent millions d'habitants et qui, en quelques décennies, ont été réduites quasi de moitié. Si l'Amérique latine a été le lieu depuis lequel se sont produites l'accumulation de capital et les bases matérielles pour la construction de l'Europe Occidentale en tant que centre hégémonique mondial à partir du XVIe siècle, elle est maintenant la région où sont en train de se développer les nouveaux éléments pour la construction d'une civilisation planétaire, plus équilibrée et inclusive, capable de rompre radicalement avec l'héritage colonial et la vision eurocentrique. Apparaissent, dans le continent latino-américain, des expériences riches et diverses de transformation sociale qui sont en train de changer la scène politique, économique et culturelle. Ce processus de transformation nous pose de grands défis. Il se fait nécessaire de réélaborer notre histoire hors de la vision coloniale et créer des matrices théoriques et méthodologiques de production de connaissance capables de rendre compte de la complexité et de la densité de la réalité sociale. Mais surtout, il se fait nécessaire de faire appel à notre héritage de civilisation, à la connaissance millénaire et ancestrale, aux savoirs et façons de voir et sentir le monde pour reconstruire notre mémoire collective déformée ou détruite par la colonialité\*, et construire nos identités et nos projets de futur et de société. Le mouvement indigène latino-américain Le mouvement indigène est peut-être un des éléments les plus transformateurs de cette dense réalité latino-américaine contemporaine. Celui-ci se construit comme un mouvement social de dimension régionale avec un contenu universel profond et une vision globale

des processus sociaux et politiques mondiaux. En même temps, il a cessé d'être un mouvement de résistance pour développer une stratégie offensive de lutte pour le gouvernement et le pouvoir, spécialement dans la région andine d'Amérique du Sud. À partir d'une critique profonde et d'une rupture quant à la vision eurocentrique, à sa rationalité, à son modèle de modernité et de développement inséré dans la structure du pouvoir colonial, le mouvement indigène latino-américain se pose comme un mouvement de civilisation capable de récupérer les legs historiques des civilisations originaires pour réélaborer, non une, mais plusieurs identités latino-américaines ; non une façon de produire de la connaissance, mais toutes les formes de connaissance et production de connaissance qui ont coexisté et ont résisté à plus de cinq cents années de domination. L'élément indigène est en train de devenir le centre du discours et de la construction d'une vision du monde, d'un sujet politique et d'un projet collectif d'émancipation. Analysons ce processus dans les lignes qui suivent. Le mouvement indigène comme unité géographique et historique

Le mouvement indigène latino-américain a cessé d'être un ensemble de mouvements locaux pour se transformer en un mouvement articulé et articulatoire qui se construit dans les espaces géographiques à partir desquels se sont développées les civilisations originaires. Dans le cas de l'Amérique du Sud, le mouvement indigène se construit dans l'espace géographique où se sont développées la civilisation inca et les différentes civilisations qui ont précédé en occupant les territoires de l'Équateur, de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, du Chili et de l'Argentine. Cinq cents années de colonisation n'ont pas été suffisantes pour désarticuler une unité historique et civilisationnelle comme l'a été le « Tawantinsuyo » des Incas et son profond enracinement dans un espace géographique spécifique : les Andes. Les États nationaux bâtis à partir du XIXe siècle sur les guerres indépendantistes n'ont pas remplacé les racines historiques profondes des peuples indigènes, qui se reconnaissent quechua, aymaras ou mapuches -avant d'être boliviens, péruviens ou équatoriens. La reconstruction des Andes comme unité géographique et des civilisations pré-incas et incas comme unité historique a approfondi le processus d'intégration du mouvement indigène sud-américain qui, en juillet 2006 dans la ville de Cuzco, fonde la Coordination Andine d'Organisations Indigènes - CAOI - avec la participation des peuples quechua, ichwas, aymaras, mapuches, cymbis, saraguros, gumbinos, koris, lafquenches, urus, entre tant d'autres peuples indigènes originaires de la région andine [2]. Dans l'acte constitutif signé par plus de onze organisations représentatives, on établit une vaste plate-forme de lutte pour le mouvement indigène de tout le continent qui inclut entre ses principales revendications la construction des États Plurinationalaux ; la défense des ressources naturelles et énergétiques, l'eau et la terre ; les droits collectifs des communautés indigènes et l'autodétermination des peuples comme principe fondamental. Il agit d'un plan d'action qui inclut des principes fondamentaux de coexistence humaine et de profond respect vis-à-vis des cultures, nationalités et peuples différents. Ces dernières années se sont créés dans la région de multiples et divers espaces de coordination et d'articulation du mouvement indigène, divers forums d'échange et de mobilisation, en même temps que se sont diversifiés les organisations et réseaux des indigènes et peuples originaires. Ceci a produit une intense dynamique et une capacité de mobilisation croissante aux niveaux local, régional et continental, avec une claire vocation d'articulation planétaire. Lors du dernier Forum Social Mondial de Belem en janvier 2009 [3], les organisations et réseaux indigènes y réunis ont émis une déclaration en appelant à la plus grande unité pour articuler des alternatives « à la crise de la civilisation occidentale capitaliste ». On trouve, entre les principaux axes mobilisateurs de cet appel :- La terre comme source de vie, et l'eau comme droit humain fondamental ;

- La «décolonialité» du pouvoir et l'autonomie communautaire ;
- Les États Plurinationalaux ;
- L'autodétermination des peuples ;
- L'unité, l'équité et la complémentarité de genre ;
- Le respect des diverses spiritualités, dans le quotidien et la diversité ;
- La libération de toute domination ou discrimination raciste, ethniciste\*\* ou sexiste ;
- Les décisions collectives sur la production, les marchés et l'économie ;
- La «décolonialité» des sciences et technologies ;

La Coordination Andine d'Organisations Indigènes s'est transformée en un espace dynamique d'articulation politique et sociale, qui se projette vers les organisations indigènes du bassin amazonien, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Nord, en étendant le spectre d'unification, d'articulation et d'intégration du mouvement indigène à tout le continent. L'État plurinational comme projet politique

La plurinationalité, posée comme revendication politique par le mouvement indigène des années 90, a été assumée par les forces progressistes de pays comme la Bolivie et l'Équateur -ce qui a permis un vaste mouvement politique et social capable d'approuver par des plébiscites nationaux, ou par le biais d'assemblées constitutives, cette nouvelle forme politique et institutionnelle d'État. L'État plurinational se pose comme projet politique qui interroge profondément la vision homogénéisatrice de l'État-nation et, par là, la tradition politique occidentale en Amérique Latine. Ce nouveau modèle d'État inclut profondément. Basé sur le principe de « l'unité dans la diversité », il reconnaît l'existence de multiples nationalités, cultures, langues, religions et formes de spiritualité. Il incorpore les formes communautaires d'organisation et d'autorité dans l'institutionnalité propre de l'État, constituant une expérience politique absolument nouvelle dans la région. La Constitution bolivienne, récemment approuvée par plébiscite national, établit dans son article premier : « La Bolivie est constituée d'un État Unitaire Social de Droit Plurinational Communautaire, libre, indépendant, souverain, démocratique, interculturel, décentralisé et pourvu d'autonomies. La Bolivie se fonde sur la pluralité et le pluralisme politique, économique, juridique, culturel et linguistique, à l'intérieur du processus intégrateur du pays » [4] Il agit d'un projet qui doit encore construire son propre caractère institutionnel, mais qui peut représenter un modèle politique

qualitativement supérieur à l'Etat-nation soutenant l'unité nationale dans l'homogénéisation superficielle et dans la discrimination et l'exclusion culturelle. La terre qui nous accueille La lutte historique des indigènes latino-américains pour la terre a non seulement à voir avec la récupération d'un mode de production fondamental qui leur a été violemment exproprié dès les premiers moments de la colonisation européenne, il y a plus de cinq cents ans. La terre a un sens très profond dans la cosmogonie et dans la forme même d'existence des peuples indigènes : elle est « la mère qui nous accueille » ou « Pachamama » [5], l'espace où la vie se crée et se recrée. Dans la vision indigène, l'homme doit « nourrir la Terre-Mère et se laisser nourrir par elle ». Cette relation profonde entre l'homme et la terre comme source de vie est radicalement opposée à la vision du colonisateur qui voyait la terre comme objet de déprédation, objet de possession et d'espace de pillage et d'extraction de métaux et pierres précieuses. Ces visions opposées ont produit des tensions et des souffrances énormes chez les peuples indigènes de notre continent, parce que c'est justement la main d'œuvre indigène qui a soutenu l'industrie minière dans les colonies, qui a permis l'accumulation de capital à la base de l'hégémonie portugaise et espagnole dans le système mondial. Le travail des esclaves dans les mines a été un des principaux mécanismes d'extermination des populations indigènes dans notre continent. Après plusieurs siècles de résistance, le mouvement indigène contemporain récupère le sens fécond de sa relation avec la terre, en exigeant le respect de celle-ci comme source de vie. Il s'agit dès lors de préserver la terre, l'environnement dans lequel nous vivons, l'espace où nos fils naissent et grandissent, où la flore et la faune d'origine doivent être mis en valeur par l'homme avec sens du respect et de la préservation. Cette position écologique correspondante à une vision millénaire du monde place le mouvement indigène latino-américain dans une position d'avant-garde planétaire, qui brandit des revendications universelles pour la survie de l'humanité et de la planète, qui exige que l'extraction de ressources naturelles et énergétiques soit réalisée sans dilapider la terre et en favorisant principalement les populations qui vivent dans les territoires où se trouvent ces ressources. De cette manière, la vie et l'être humain s'élèvent à la condition de valeurs fondamentales pour l'organisation de la société et d'un nouveau modèle de développement et de projet collectif de futur, synthétisés dans le principe indigène du « bien vivre ». Décolonialité du pouvoir : « commander en obéissant » L'organisation communautaire et les principes de réciprocité et solidarité sociale sont des caractéristiques de quelques sociétés indigènes précoloniales, qui ont été repris par le mouvement indigène latino-américain comme pratiques quotidiennes affirmant un héritage de civilisation et une façon propre de voir le monde. En même temps se créent de nouvelles formes d'autorité collective et d'autonomie communautaire qui récupèrent la communauté comme source de tout -tout pouvoir, y compris celui de l'individu, étant soumis à la communauté. Un exemple de ces nouvelles formes d'autorité et d'exercice du pouvoir a été donné par le Mouvement Zapatiste au Mexique, avec le principe « commander en obéissant » qui reflète clairement ces deux dimensions de l'autorité. Nous sommes donc face à des défis énormes. Peut-être une des principales tâches émancipatrices consiste-t-elle à nous libérer de l'eurocentrisme comme vision du monde et comme structure de production de connaissance. Il se fait nécessaire de réélaborer notre histoire, de récupérer notre mémoire collective et notre héritage de civilisation afin de construire nos propres modèles de développement et de projection vers le futur. Le mouvement indigène nous offre des potentialités énormes et, par la profondeur de sa proposition et de sa pratique, ouvre un nouvel horizon historique à l'Amérique latine et au monde. NdA[1] QUIJANO : 2005.

[2] Voir : COORDINADORA ANDINA DE ORGANIZACIONES INDÍGENAS. Declaración de Cuzco, 17 de julio de 2006.

[3] Voir «Declaración de los Pueblos Indígenas : Llamamiento desde los Pueblos Indígenas frente a la Crisis de Civilización Occidental Capitalista» ; Foro Social Mundial 2009, Belem, Amazonía, Brasil.

[4] Constitutionn Politique de la République de Bolivie, en vigueur.

[5] Signifie la "Terre mère" en quechua.

NdT\* Le concept de colonialité du pouvoir est né d'une discussion entre intellectuels latino-américains et latinos vivant aux USA. Il considère que les processus de décolonisation sont inachevés et que l'idée selon laquelle les relations coloniales ont disparu avec l'effondrement des administrations coloniales est un grand mythe du XXe siècle. La colonialité du pouvoir ne s'est pas achevée avec la fin des administrations coloniales. Au niveau de l'Etat-nation, les descendants des blancs continuent de dominer les structures de pouvoir dans les Amériques. (<http://oumma.com/Ramon-Grosfoguel-Le>)\*\* Ethnicisme : mot nouveau employé en sociologie qui sert à définir une forme de racisme n'excluant pas un individu parce qu'il appartient à une ethnie différente, mais parce qu'il n'est pas identifié ethniquement. (Wikipedia)

Bibliographie BLANCO, Hugo. Avance del movimiento indígena en la lucha contra el sistema. En : ALAI &ndash; América Latina en Movimiento, 18 de setiembre de 2006. [www.alainet.org](http://www.alainet.org) BRUCKMANN, Mónica ; DOS SANTOS, Theotonio. Los movimientos sociales en América Latina : un balance histórico. Red de Bibliotecas Virtuales de Ciencias Sociales de América Latina y el Caribe de la red CLACSO. <http://www.clacso.org.ar/biblioteca> COORDINADORA ANDINA DE ORGANIZACIONES INDÍGENAS. Declaración de Cuzco, 17 de julio de 2006. [www.alainet.org](http://www.alainet.org) CAOÍ. Declaración de los hijos de la tierra. En : ALAI &ndash; América Latina en Movimiento, 13 de mayo de 2008. DAVALOS, Pablo (compilador). Pueblos indígenas, Estado y democracia. CLACSO Libros. Buenos Aires. 2005. 356 p. GARCIA LINERA, Alvaro. El evismo : Lo nacional popular en acción. En : Revista del Observatorio Social de América Latina, Año VII, N° 19, enero-abril de 2006. GARCIA LINERA, Álvaro. Indianismo y marxismo. En : publicação : Encarte CLACSO. Cadernos da América Latina No. 2. São Paulo : CLACSO, Conselho Latino-americano de Ciências Sociais. Janeiro 2008. GONZALEZ CASANOVA, Pablo ; ROITMAN RESENMAN, Marcos. (Org.). Democracia y Estado multiétnico en América Latina. La Jornada Ediciones y Centro de Estudios Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades-UNAM. México. 1996. 390 p. LANDER, Edgardo (Compilador). La colonialidad del saber : eurocentrismo y ciencias sociales, perspectivas latinoamericanas. CLACSO Libros. Buenos Aires. 2005. 248 p. QUIJANO, Aníbal. Dom

Quixote e os moinhos de vento na América Latina. En : Revista de Estudos Avançados 19 (55), 2005, p. 9-31.SOUSA SANTOS, Boaventura. Estados Plurinacionales y constituyente. En : Boletín del Foro Latinoamericano de Políticas Educativas &ndash; FLAPE, N° 24, Año 5, Diciembre de 2008.

Source : América Latina en Movimiento - Civilización y modernidad : El movimiento indígena

Article original publié le 3/8/2009 Sur l&rsquo;auteurThierry Pignolet est membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d&rsquo;en respecter l&rsquo;intégrité et d&rsquo;en mentionner l&rsquo;auteur, le traducteur, le réviseur et la source. URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8377&lg=fr>